

## Les peuples du monde veulent un nouvel ordre mondial

- Aujourd'hui, il est plus nécessaire que jamais d'aller au fond des choses  
– Pauline Easton –
- La désinformation et une conception moderne du monde

## Les plans des États-Unis pour accroître leur domination et contrôle de l'Europe et de l'Asie

- Une résolution du Congrès appelle à utiliser l'OTAN pour s'ingérer davantage dans les affaires des pays membres  
– Kathleen Chandler –
- Kissinger s'exprime sur comment les États-Unis devraient procéder pour ordonner et diviser le monde
  - Conception de la guerre totale pour ordonner le monde
  - La Loi sur le prêt-bail renforce l'autorité exécutive au pays et le contrôle des États-Unis en Europe

## À titre d'information

- L'utilisation du programme prêt-bail pendant la Deuxième Guerre mondiale

## Les peuples du monde veulent un nouvel ordre mondial

# Aujourd'hui, il est plus nécessaire que jamais d'aller au fond des choses

– Pauline Easton –



Alors que le monde s'enfonce dans un abîme d'anarchie et de violence en conséquence de l'ordre

mondial néolibéral, beaucoup ont l'impression que tout échappe à leur contrôle. Cet ordre mondial néolibéral a été imposé par les États-Unis et les grandes puissances de la vieille Europe, avec le Canada à leur remorque, après l'effondrement de l'ancienne Union soviétique en 1991.

Une caractéristique de la situation actuelle est que la pratique et la théorie des institutions démocratiques libérales ne permettent plus de régler les conflits entre les factions rivales, au pays ou à l'étranger, ni de maintenir la légitimité de leur pouvoir aux yeux du peuple. Au pays, les factions de l'élite dirigeante concentrent de plus en plus de pouvoirs entre les mains d'exécutifs tels que le Cabinet du premier ministre au Canada et en Grande-Bretagne et le Bureau exécutif du président aux États-Unis. À l'étranger, la concentration du pouvoir passe par l'OTAN, le G7, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union européenne (UE) et bien d'autres. Aujourd'hui, la gouvernance se fait par le diktat plutôt que par la négociation.



L'élite dirigeante impose ses exigences par décret pour détruire l'édifice national et mener des guerres de destruction. La politique comme telle n'existe plus, elle a été remplacée par le pouvoir par décret, par des ordres exécutifs et d'autres prérogatives des pouvoirs de police. Tous les forums où le discours politique avait lieu avant l'avènement de l'ordre mondial néolibéral ont été supplantés par le pouvoir par décret et son corollaire, la suppression de la liberté d'expression, de conscience et d'assemblée. Les gens sont abandonnés à eux-

mêmes devant le plus important défi de l'heure : la nécessité de forger une conscience collective qui favorise les peuples en opposition à l'élite dirigeante.

À cet égard, une caractéristique importante de l'analyse est de ne pas confondre le monde objectif avec l'impression subjective que l'on en a. Au lieu d'un reflet du monde objectif et de ses conditions concrètes, une analyse subjective peut devenir un amalgame rendu par le prisme de la compréhension que l'on a de l'observation, de la lecture et de l'écoute.

Par exemple, les opinions sur le conflit ukrainien sont très diverses. Certains sont persuadés que la Russie est diabolique et que ses agissements en Ukraine l'emportent sur tous les crimes commis par les États-Unis et l'OTAN au cours des trente dernières années, bien que ces crimes soient nombreux et que les États-Unis et leurs alliés de guerre n'aient jamais eu à en rendre compte. Aux États-Unis et en Europe, les conseillers en sécurité nationale au plus haut niveau donnent leur avis sur ce que doit faire l'alliance belliciste États-Unis/OTAN et spéculent sur la réponse de la Russie.

Nombreux sont ceux qui font de leur mieux pour établir les faits pour lutter contre la campagne de mensonges, de désinformation et de bellicisme de la cabale États-Unis/OTAN. Ils rejettent la promotion du chauvinisme et du racisme européens et la glorification des néonazis et des mercenaires qui seraient maintenant devenus des combattants de la liberté. Beaucoup sont censurés pour leurs opinions et agissent courageusement malgré la diffamation et la persécution dont ils font l'objet de la part des intérêts privés étroits qui ont pris le contrôle des médias sociaux, ainsi que des médias traditionnels et des autres outils de communication de masse.

Certains sont incapables de faire face au sentiment que le monde touche à sa fin et se retirent complètement. Ils peuvent devenir en proie à la dépression et à d'autres problèmes de santé mentale tels que les troubles anxieux et les maladies auto-immunes de diverses natures, ou deviennent fous sans s'en soucier.

D'autres ont tendance à se rallier à telle ou telle analyse proposée par des personnes en qui ils ont confiance. Mais un problème se pose lorsqu'au lieu de corroborer l'analyse en enquêtant et en analysant les conditions concrètes et en engageant les autres dans cette démarche, ils cherchent à

corroborer l'analyse donnée avec ce qui se passe dans leur propre tête, avec l'idée qu'ils avaient au départ. Ils peuvent penser, par exemple, que c'est vrai que la Russie a tort, voire qu'elle fait du mal, mais que les États-Unis et les puissances de l'OTAN ont encore plus tort et font encore plus de mal. Corroborer ses croyances pour tenter de rester sain d'esprit n'est pas anormal, mais cela ne contribue rien à l'enquête et à l'analyse des conditions concrètes pour trouver une voie à suivre.

Ces approches ne donnent pas à chacun l'orientation qu'il faut pour établir sa ligne de marche. Partant des conditions objectives, les peuples doivent définir leur propre voie pour atteindre des objectifs qui les favorisent, chez eux ou à l'étranger, et résoudre les nombreuses crises qui frappent le monde aujourd'hui.

Les numéros du *Marxiste-Léniniste* de cette semaine fournissent des informations sur le déroulement des événements entourant la crise ukrainienne, y compris des points de vue significatifs de divers milieux sur les options que la Russie, les États-Unis et d'autres peuvent avoir pour l'avenir et sur ce qu'ils pensent être la prochaine étape.

Cela comprend des analyses et des commentaires. L'objectif est de permettre aux lecteurs de réfléchir par eux-mêmes et de se forger leur propre opinion et de le faire ensemble. Nous pensons que la situation présente de graves dangers

pour l'humanité et que la participation des peuples du monde qui luttent pour la paix, la liberté et la démocratie est le facteur décisif qui peut changer les choses en leur faveur. C'est leur esprit internationaliste, c'est la volonté d'établir des relations fraternelles d'intérêt mutuel, de s'organiser pour progresser chacun dans son pays et de soutenir la même chose à l'étranger, à la défense des intérêts de l'humanité.



---

## La désinformation et une conception moderne du monde

Beaucoup sont envahis par la peur quand ils regardent le monde à partir de sentiments et d'appréhensions personnels. Ils sont victimes de la désinformation. La désinformation ne consiste pas à faire croire à ceci ou à cela, mais à empêcher les êtres humains ou les peuples d'acquérir une conception moderne du monde. La désinformation n'est pas que certains disent ceci ou cela à propos de ce qui se passe, que les gens peuvent choisir de croire ou non. La désinformation, c'est faire perdre la raison aux autres pour qu'ils ne puissent pas penser et se faire une conception du monde qui soit moderne et cohérente.

Avec une conception du monde ou une vision du monde moderne, on ne devient pas fou et on n'est pas envahi par la peur, incapable de faire face aux défis d'un monde qui, au départ, semble hors de contrôle. Avec une conception du monde moderne, on est capable d'analyser le monde objectif, de démêler les contradictions et d'engager des actions avec analyse pour changer la situation en faveur de soi-même, de la classe ouvrière, des intérêts généraux de la société et de toute l'humanité.

Le monde objectif change spontanément, indépendamment de notre volonté. Les humains, à ce tournant historique, doivent reconnaître la caractéristique la plus importante de ce que révèlent les relations entre les humains et entre les humains et la nature : les contradictions objectives existantes

dans les rapports de production peuvent être résolues par des actions conscientes et organisées pour changer le monde. Pour réaliser ce changement, il faut une analyse constante, des actions organisées et encore plus d'analyses et d'actions. Ce processus ouvre de grandes possibilités pour humaniser le monde social et naturel.

Lorsqu'on acquiert consciemment une conception du monde ou une vision du monde moderne, la désinformation existe toujours mais c'est plutôt comme le bruit lointain d'une sirène d'ambulance, qui disparaît presque immédiatement et qui n'a pas plus d'effet sur le cerveau que les nombreuses autres ondes sonores gênantes qui nous atteignent au quotidien.

Le contenu principal de notre époque est l'effort du Nouveau pour naître contre tout ce qui est Ancien. Les peuples du monde sont le facteur décisif, pas les armes, ni les agissements destructeurs des intérêts privés étroits qui ont usurpé le pouvoir dans l'alliance États-Unis/OTAN, ni l'allégeance à ce qu'on appelle les institutions démocratiques. Ces institutions dépassées sont depuis longtemps exposées comme étant fondées sur des théories racistes et anachroniques de la gouvernance. Elles perpétuent le pouvoir d'une élite faussement appelée pouvoir de la majorité, gouvernement responsable, démocratie et autres appellations erronées.

Aujourd'hui, il est plus nécessaire que jamais d'activer le facteur humain/conscience sociale en réfléchissant et en allant au fond des choses !

*Joignez-vous à nous !*

---

**Les plans des États-Unis pour accroître leur domination et contrôle de l'Europe et de l'Asie**

## **Une résolution du Congrès appelle à utiliser l'OTAN pour s'ingérer davantage dans les affaires des pays membres**

**– Kathleen Chandler –**

En avril, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté une résolution qui appelle le président Joe Biden à promouvoir « le renforcement des institutions démocratiques dans les pays membres, partenaires et membres aspirants de l'OTAN ». Elle indique la direction que les forces représentées par Biden ont décidé de prendre pour accroître la domination et le contrôle de l'Europe. Sous couvert de « principes démocratiques », l'OTAN doit être armée autant sur le plan politique que militaire. Le prétexte des « valeurs démocratiques communes » servira aussi à justifier les actions contre la Russie, la Chine et d'autres pays de l'Asie-Pacifique pour atteindre les objectifs de domination américaine.

Réaffirmant « un appui sans équivoque à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en tant qu'alliance fondée sur les principes démocratiques », la résolution appelle spécifiquement Biden à « utiliser la voix et le vote des États-Unis pour adopter un nouveau concept stratégique qui défend clairement les valeurs démocratiques communes et s'engage à augmenter la capacité de l'OTAN à consolider les institutions démocratiques des membres, partenaires et pays aspirants de l'OTAN » et « à utiliser la voix et le vote des États-Unis pour créer un centre pour la résilience démocratique au

siège même de l'OTAN ». Le prochain sommet de l'OTAN aura lieu à Madrid, en Espagne, du 28 au 30 juin.



Bien que la résolution soit non-contraignante et n'ait pas de statut juridique, elle est significative dans le sens qu'elle parle de l'OTAN comme étant non seulement une alliance militaire mais, au nom de la démocratie, une arme servant à s'ingérer dans les affaires internes des « membres, partenaires et pays aspirants de l'OTAN »[1].

Depuis sa création, l'OTAN n'a pas été qu'une alliance militaire commandée par les États-Unis, elle a aussi été une arme politique pour veiller à ce que les pays d'Europe de l'Ouest ne tombent pas sous l'influence communiste et demeurent sous la domination des États-Unis. C'est là l'un des rôles principaux du Conseil de l'Atlantique, formé en 1961 et basé à Washington, à savoir : « consolider la direction et l'engagement mondiaux des États-Unis en partenariat avec les alliés » et agir pour façonner ensemble « l'avenir mondial » dans l'intérêt des États-Unis. Les États-Unis, qui commandent déjà l'OTAN sur le plan militaire, seront sans doute le pays qui brandira le plus cette plus récente arme pour servir ses intérêts comme l'a fait l'expansion de l'OTAN, y compris contrôler l'Allemagne et d'autres pays européens.

Aussi la résolution a-t-elle été adoptée dans le contexte du présent conflit fomenté par les États-Unis/OTAN en Ukraine. Elle affirme, comme le fait Joe Biden, que l'Ukraine est « aux premières lignes du concours entre les valeurs démocratiques et l'autocratie ». Cela en dépit du fait que la démocratie en Ukraine était considérée comme étant en érosion et en recul, la corruption et la suppression des droits y étant endémiques.

L'adoption de la résolution est aussi une expression des conflits continus entre les dirigeants américains sur comment garantir la domination mondiale des États-Unis, y compris le rôle de l'OTAN. Alors que de telles résolutions sont généralement adoptées à la presque unanimité, 63 républicains ont voté contre celle-ci, plus de 30 % des républicains de la Chambre. Une autre résolution semblable présentée au Sénat en 2018, par exemple, lorsque Trump était au pouvoir et qu'il était question de quitter l'OTAN, avait été adoptée par un vote de 97 contre 2 sur un total de 100 membres.

## **Cibler des États membres**

Une des grandes préoccupations des États-Unis, répétée sans cesse par Biden, est, dans les termes de la résolution, la « récession démocratique », l'érosion globale des normes démocratiques et l'émergence de l'autoritarisme », principalement une référence à la Russie et à la Chine mais aussi à différentes forces au sein des États membres qui, selon la résolution, sont « les menaces internes provenant d'adeptes de l'antilibéralisme ». Les États-Unis, par le biais de l'OTAN, cherchent une justification pour qu'ils puissent s'ingérer encore plus dans les affaires internes d'États membres. Ils prennent cette « érosion » comme prétexte pour souligner la nécessité d'intervenir pour « consolider les institutions démocratiques ». Aussi déclare-t-on dans la résolution que « la consolidation des institutions démocratiques est fondamentale à la sécurité collective des alliés ».

Cette préoccupation au sujet d'une « récession démocratique » reflète aussi la crainte des dirigeants américains et européens face à la grande grogne parmi la population envers les gouvernements et leurs institutions. Il y a un sentiment grandissant que les dirigeants actuels ne trouvent pas de solutions aux problèmes, centrent leur action sur la guerre et le recours à la violence et les sanctions, et ne sont pas aptes à gouverner. La dysfonction des élections américaines, du Congrès et

du pouvoir exécutif, rongés par des conflits internes et entre eux et les forces militaires, en est un exemple. Les dirigeants espèrent qu'en parlant de « principes démocratiques », ils vont pouvoir atténuer le mécontentement des peuples.

On décrit dans la résolution la nécessité pour tous d'adhérer à la démocratie libérale existante, destyle américain. On y lit : « Une identité démocratique commune est ce qui distingue l'Alliance des principales menaces et défis auxquels elle fait face ». L'OTAN doit « réaffirmer son identité de base qui est celle d'une alliance fondée sur les principes de démocratie », ajoute-t-on. Il y est question de « cohésion politique », laissant entendre l'existence d'intérêts conflictuels au sein même de l'OTAN.

Ceux-ci sont souvent exprimés par l'Allemagne et la France, relativement, par exemple, aux sanctions touchant au gaz naturel, et plus récemment par la Turquie face à l'inclusion dans l'OTAN de la Finlande et de la Suède. On y affirme : « Tout engagement visant à consolider la cohésion politique de l'OTAN doit par conséquent être axé sur ces valeurs et ces idéaux communs, enracinés dans la démocratie, la primauté du droit et la liberté individuelle. »

En outre, la résolution appuie la création d'un mécanisme organisationnel d'ingérence, du nom de « Centre d'excellence pour la résilience démocratique pour consolider les démocraties de l'OTAN face aux menaces externes ». Il existe déjà un si grand nombre d'institutions qu'il est difficile d'imaginer ce que celle-ci compte accomplir de plus. Il va aussi sans dire que les États-Unis, qui seront le chef de file de cette ingérence, ne sont pas perçus comme une menace. Le centre sera une autre agence de renseignement « qui surveillera et identifiera les menaces à la démocratie, aux droits humains et à la primauté du droit et facilitera la démocratie et appuiera la gouvernance des membres, partenaires et pays aspirants, lorsqu'on le lui demandera. »

Notons que la phrase « lorsqu'on le lui demandera » est la seule de toute la résolution à laisser entendre que les États-Unis respectent la souveraineté des membres de l'OTAN, ce qui, évidemment, n'est pas le cas. Les États-Unis sont notoires pour obtenir satisfaction de leurs « demandes » en recourant aux menaces et au chantage, comme ils le font présentement en Colombie, qui est un de ces pays « aspirants » qui servira à établir l'OTAN en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## **Le « nouveau concept stratégique » de l'OTAN**

La résolution aborde aussi la question d'actualiser le « concept stratégique » de l'OTAN. Ce concept sert à soulever la question des « valeurs communes » et de la « démocratie » pour mettre au pas tous les États membres. On y affirme que le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, « a réitéré qu'un des buts premiers d'actualiser le concept stratégique doit être de renouveler l'engagement envers les valeurs fondatrices de l'alliance ». Aussi, selon la résolution, « l'Assemblée parlementaire de l'OTAN appuie un nouveau concept stratégique qui réaffirme que l'appui aux institutions démocratiques et leur consolidation est la base de la sécurité collective des alliés ». Et que la situation en « Ukraine met en relief l'importance d'inscrire les valeurs démocratiques communes au coeur du concept stratégique de l'OTAN ».

Ainsi, une des exigences des États membres et partenaires de l'OTAN est de défendre ces « valeurs démocratiques communes », telles que dictées par les États-Unis, et accepter l'« aide à la gouvernance », selon leur volonté. Comme l'appui à l'Ukraine le démontre, qui dit concept stratégique dit endettement pour financer une militarisation massive, un armement massif et la



**Manifestation contre l'OTAN en Finlande, 4 juin 2022**

création de conditions visant à bloquer toute négociation. L'Ukraine a maintenant surpassé Israël et l'Arabie saoudite pour le montant de financement militaire obtenu des États-Unis.

Le « nouveau concept stratégique » est fondamentalement une reprise de la *Charte de Paris pour une nouvelle Europe* de 1991 et ses demandes de défendre les « valeurs communes ». La charte, qui devait être une expression de la victoire de la démocratie américaine à la fin de la guerre froide, a mené à la crise actuelle des institutions démocratiques libérales à l'échelle mondiale. Le Centre d'excellence pour la résilience démocratique ne pourra, lui non plus, échapper à la réalité que ces institutions démocratiques ne sont pas au diapason des besoins de notre époque.

## Les conflits au sein des cercles dirigeants américains



Le vote pour la résolution américaine met aussi en lumière les conflits au sein des cercles dirigeants américains sur comment garantir la domination des États-Unis dans un contexte où les alliances sont instables et les économies et la puissance militaire des autres puissances majeures sont en essor. Certaines forces, comme les oligarques qui appuient Trump, pensent que les États-Unis devraient se retirer de l'OTAN. Comme l'a dit le représentant de la chambre Thomas Massie, du Kentucky, pour expliquer pourquoi il avait voté contre la résolution, l'OTAN est un « vestige de la guerre froide ». Il a demandé : « Pourquoi les Américains devraient-ils payer pour la défense de l'Europe ? »

». Le représentant de l'Ohio, Warren Davidson, a dit de l'appel à « adopter un nouveau concept stratégique pour l'OTAN qui défend clairement les valeurs démocratiques communes et s'engage à renforcer la capacité de l'OTAN de consolider les institutions démocratiques parmi les pays membres, partenaires et pays aspirants de l'OTAN » que « la souveraineté de l'Amérique n'est pas négociable. Je soupçonne que les autres pays sont de cet avis. Nous devrions consolider l'alliance plutôt que de la réinventer en tant qu'instrument pour s'ingérer dans la politique interne des autres ».

Le représentant Bill Pascrell Jr, du New Jersey, qui a appuyé la résolution, a déclaré que ceux qui s'y opposaient étaient « la preuve que le GOP [Parti républicain] est vraiment le parti de Poutine ». Le lieutenant-général à la retraite Mark Hertling, ancien commandant de l'armée américaine en Europe, a dit que « peut-être que cette division au sein du gouvernement américain reste l'un des objectifs stratégiques de Poutine qui n'a pas encore été vaincu ».

Joe Biden et les oligarques qui le soutiennent font partie de ceux qui considèrent que la Russie est une plus grande menace que la Chine et que l'affaiblissement de la Russie, comme les États-Unis s'efforcent de le faire avec le conflit en Ukraine, est la voie à suivre et place les États-Unis dans une position plus forte pour faire face à la Chine. D'autres considèrent que la recherche d'une alliance avec la Russie et l'Inde est un meilleur moyen de garantir le contrôle des États-Unis sur l'Europe et l'Asie. Tous laissent les peuples en dehors de l'équation. C'est la résistance croissante des peuples et leurs demandes de droits qui offrent une voie d'avenir qui sert leurs intérêts, pas les riches, ni l'OTAN. Ce sont les démocraties populaires et leurs gouvernements antiguerre qui peuvent fournir la base de la paix et de la sécurité.

### Note

1. L'OTAN s'est immiscée dans toutes les élections qui ont eu lieu en Europe de l'Est après la Deuxième Guerre mondiale, dans le but d'utiliser le système de partis pour les élections et de gouvernement afin de faire échouer les

efforts du peuple pour la paix, la démocratie et la liberté par l'établissement de démocraties populaires. En Italie et en France, elle a manoeuvré pour amener les partis communistes à rendre les armes et à se soumettre à l'influence du système de gouvernance des partis anglo-américains. Elle a fait assassiner les dirigeants communistes qui refusaient de rendre les armes et de se soumettre à l'autorité des forces anglo-américaines. En Grèce, ils ont ramené la monarchie et établi un régime fasciste. Ils ont criminalisé tous ceux qui ont combattu dans le mouvement de résistance en tant que communistes, ont forcé beaucoup d'entre eux à l'exil et ont emprisonné ceux qui ont refusé de renoncer au mouvement de résistance dans des camps de concentration pendant 40 ans. L'aspiration du peuple à la démocratie a prévalu et un gouvernement social-démocrate a été mis en place. Tout cela a été réalisé par les agences de renseignement anglo-américaines, y compris le précurseur de la CIA (Central Intelligence Agency) que les États-Unis ont créé avec les membres des plus hauts échelons de la SS nazie.

Les initiales SS signifient « Schutzstaffel », ou escadrons de protection. La SS a été créée à l'origine comme unité de garde du corps personnelle d'Adolf Hitler. Elle deviendra plus tard à la fois la garde d'élite du Reich nazi et la force exécutive d'Hitler, prête à accomplir toutes les tâches liées à la sécurité, sans tenir compte des contraintes légales.

---

## **Kissinger s'exprime sur comment les États-Unis devraient procéder pour ordonner et diviser le monde**

Une myriade d'anciens présidents et de vice-présidents, de secrétaires d'État, de conseillers à la sécurité nationale américains, de journaux et d'experts de toutes sortes, donnent leur opinion sur la crise en Ukraine et discutent de la politique étrangère des États-Unis et de la direction qu'elle doit prendre. Le 23 mai, Henry Kissinger, quatre jours avant d'atteindre ses 99 ans, s'est adressé en ligne au Forum économique mondial (FEM) à Davos, en Suisse. Dans les jours précédant le FEM, il a aussi accordé une entrevue au *Financial Times* le 9 mai. Il a abordé les questions de l'Ukraine, la Chine, la Russie et des armes nucléaires.

Considéré par les élites dirigeantes comme étant un diplomate chevronné et influent, Kissinger a été secrétaire d'État et conseiller à la sécurité nationale sous les présidences de Richard Nixon et de Gerald Ford dans les années 1970. Il a été un des principaux négociateurs avec le Vietnam pendant la guerre et pour l'ouverture des relations des États-Unis avec la Chine pendant l'administration Nixon. Il est également notoire pour avoir orchestré le coup d'état au Chili en 1973 qui a commencé avec l'assassinat du président élu Salvador Allende. Il a appuyé l'Opération Condor, avec ses assassinats, sa torture et ses crimes haineux contre les personnes progressistes, ne s'arrêtant devant rien pour écraser les mouvements démocratiques au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay et dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, sans parler des guerres sales qui ont suivi.

Kissinger a dit à propos de la Grèce en 1974:

« Le peuple grec est anarchique et difficile à dompter. C'est pourquoi nous devons nous enfoncer profondément dans leurs racines culturelles : Peut-être pourrions-nous alors les forcer à se conformer.

« Je veux dire, bien sûr, de s'attaquer à leur langue, à leur religion, à leurs réserves culturelles et historiques, afin que nous puissions neutraliser leur capacité à se développer, à se distinguer ou à prévaloir, les éliminant ainsi comme un obstacle à nos plans stratégiques vitaux dans les Balkans, en Méditerranée et au Moyen-Orient[1]. »

Dans son discours au FEM, Kissinger a tenté de promouvoir une équation détente/dissuasion. Il a dit que les États-Unis et la Chine devraient éviter la confrontation, que Taïwan ne devrait pas être



un centre d'intérêt ou une distraction et qu'il devrait y avoir une paix négociée en Ukraine d'ici deux mois.

Il a parlé le même jour où le président Biden venait à nouveau de provoquer la Chine sur la question du statut de Taïwan lors d'un discours au Japon. Joe Biden a dit que les États-Unis interviendraient militairement si la Chine devait envahir Taïwan – ce que la Chine a dit de façon répétée qu'elle ne ferait pas. Parlant de la politique d'une seule Chine, vieille de décennies, Kissinger a dit : « Je crois qu'il est essentiel que ces principes soient maintenus, et les États-Unis ne devraient pas, par subterfuge ou en procédant progressivement, développer une sorte de solution à deux Chines, et que la Chine allait continuer de faire preuve de patience comme elle l'a fait jusqu'à présent. »

« Une confrontation directe devrait être évitée, et Taïwan ne peut pas être au cœur des négociations entre la Chine et les États-Unis », a dit Kissinger. Il a précisé ce point en disant : « En ce qui concerne le cœur des négociations, il est important que les États-Unis et la Chine discutent des principes qui touchent à la relation conflictuelle et permettent certains efforts de coopération. La question de Taïwan ne disparaîtra pas, mais, en tant que sujet direct de confrontation et de conduite conflictuelle, elle pourrait conduire à une situation qui pourrait nous amener dans le domaine militaire, ce qui est contre l'intérêt mondial et contre les intérêts à long terme de la Chine et des États-Unis. »

Parlant des États-Unis et de la Chine, il a ajouté que « du point de vue d'un potentiel stratégique, ils posent la plus grande menace l'un pour l'autre – en fait, la seule menace militaire que les deux partis doivent constamment considérer ».

Ce qui sous-tend l'opposition de Kissinger à la confrontation est la position que l'action militaire est toujours le principal instrument de dissuasion des États-Unis. Cela comprend le fait que les États-Unis et la Chine sont toutes deux des puissances nucléaires, et c'est ce qui constitue le « potentiel stratégique » de chacun qui pose « la principale menace l'un pour l'autre ».

Pour ce qui est de l'Ukraine, il a présenté un point de vue semblable à celui mis de l'avant récemment par le *New York Times*. Il a appelé à des négociations qui acceptent les conditions telles qu'elles étaient avant le conflit. « Les partis devraient mener des pourparlers de paix dans les deux prochains mois. L'Ukraine aurait dû servir de pont entre l'Europe et la Russie, mais maintenant, alors que les relations sont remodelées, nous pourrions entrer dans un espace où la ligne de démarcation est refaite et la Russie est totalement isolée. Nous faisons maintenant face à une situation où la Russie pourrait s'aliéner entièrement de l'Europe et chercher une alliance permanente ailleurs. Cela pourrait engendrer des distanciations diplomatiques du type de la guerre froide, ce qui nous ferait reculer de plusieurs décennies. Nous devrions rechercher une paix à long-terme. » Un conflit continu « pourrait créer des bouleversements et des tensions qui seront toujours plus difficiles à surmonter », a-t-il dit.

La façon dont il parle des armes nucléaires est frappante, comme si on pouvait y avoir recours sans qu'il n'y ait destruction à l'échelle mondiale. « Il n'y a presque pas de discussion internationalement sur ce qui arriverait si ces armes étaient vraiment utilisées. Mon appel, de façon générale, peu importe de quel côté vous êtes, est de comprendre que nous vivons présentement dans une époque totalement nouvelle, et nous avons continué d'agir en négligeant cette réalité », a-t-il dit. Parlant de Poutine, il demande : « Escaladera-t-il la situation en ayant recours à une catégorie d'armes qui au cours de leurs 70 années d'existence n'ont jamais été utilisées ? Si cette ligne est franchie, ce sera un événement incroyablement marquant. Parce que nous n'avons pas discuté à l'échelle mondiale à quoi devront ressembler les prochaines lignes de démarcation. »

Tout en reconnaissant la Chine comme étant la principale menace, il a aussi parlé de l'importance de ne pas pousser la Chine et la Russie dans les bras l'un de l'autre, en développant ce qu'il appelle une approche différenciée. « Je crois qu'il n'est pas judicieux d'adopter une position conflictuelle envers deux adversaires, d'une manière qui les rapproche, et dès que nous aurons adopté ce principe

dans nos relations avec l'Europe et dans nos discussions internes, je pense que l'histoire offrira les occasions où nous pourrons utiliser cette approche différenciée. »

Ce que dit Kissinger c'est que l'Ukraine, Taiwan et d'autres enjeux doivent être utilisés pour inciter la Chine et la Russie l'une contre l'autre d'une manière qui favorise les États-Unis et qui empêche l'une et l'autre d'établir une « alliance permanente ». La proposition ne vise pas à garantir la paix mais à réaliser l'ambition des États-Unis de dominer l'Asie en menaçant d'avoir recours aux armes nucléaires contre tout pays qui continue de défier le diktat américain.

***Non au recours au chantage nucléaire au nom de garantir la paix !***

## Note

1. Henry Kissinger, s'adressant à un groupe d'hommes d'affaires de Washington, D.C. en septembre 1974, (tel que rapporté dans Oikonomikos Tachydromos, 14 août 1997)

## Conception de la guerre totale pour ordonner le monde



**Partisans de soccer serbes avec des bannières nommant les pays qui ont subi une agression militaire des États-Unis et de l'OTAN, le 17 mars 2022**

Le ton du discours de Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain et conseiller à la sécurité nationale de Richard Nixon et Gerald Ford, prononcé au Forum économique mondial de Davos le 23 mai, et de son entrevue du 9 mai au *Financial Times*, est celui de la détente et des négociations. Mais l'essentiel de ce qu'il dit est ce qui se cache derrière ce discours, soit la promotion de l'utilisation des armes nucléaires.

N'oublions pas que Kissinger est celui qui, au cours des négociations de paix avec le Vietnam, a menacé 13 fois d'utiliser des armes nucléaires contre ce pays. Cette menace est ce qui, dans le langage des États-Unis, constitue une « dissuasion ».

Depuis que les États-Unis ont fait exploser deux bombes atomiques sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, respectivement les 6 et 9 août 1945, tuant entre 129 000 et 226 000 personnes, dont la plupart étaient des civils, il n'y a eu aucune autre utilisation directe d'armes nucléaires dans un conflit armé. Par contre, la menace de leur utilisation a été régulièrement utilisée par les États-Unis pour faire du chantage et menacer les pays afin qu'ils se conforment à ce que les États-Unis cherchent à imposer à un moment donné. Les Vietnamiens ont montré que ce chantage

ne les a pas intimidés et que ce sont les peuples qui se battent pour leurs droits qui gagnent les guerres, pas les armes.

Certains États ont monopolisé la possession des armes nucléaires et l'ont justifiée comme étant nécessaire pour défendre leur souveraineté, tout en privant les autres du droit de défendre leur souveraineté. Au cours de ce processus, les États-Unis ont développé le concept de guerre totale, par opposition au concept de guerre absolue. La guerre absolue était une guerre qui avait encore des objectifs politiques et permettait d'en arriver à un règlement négocié. La guerre totale n'est pas une guerre qui est la continuation de la politique par d'autres moyens. C'est une guerre de destruction, avec des armes nucléaires capables d'anéantir des pays entiers et d'aller au-delà d'un territoire limité.

La conception de la guerre totale a été formulée dans le contexte des propositions d'utiliser des armes nucléaires contre les guerres civiles révolutionnaires, d'abord en Corée puis au Vietnam. C'était par exemple l'option privilégiée par le général MacArthur pour anéantir la résistance coréenne dirigée par Kim Il Sung et anéantir les volontaires chinois qui avaient rejoint cette résistance. Elles n'ont pas été utilisées, en partie parce que l'armée et la présidence américaines n'ont pas pu se mettre d'accord pour utiliser également des armes nucléaires contre la Chine. Au lieu de cela, les États-Unis ont eu recours à des bombardements massifs de civils et d'infrastructures contre la Corée et à l'utilisation d'armes chimiques et biologiques.

Depuis la guerre de Corée lancée par les États-Unis en 1950 dans le but de s'emparer de l'ensemble de la péninsule coréenne, de dominer la Chine et d'établir une tête de pont entre la Russie et la Chine, les armes nucléaires ont été placées dans une catégorie spéciale. Leur utilisation est considérée comme « impensable ». En introduisant la conception de la guerre totale, la question n'est plus de savoir quel type de guerre – libération nationale, guerre civile, guerre mondiale – mais si elle est limitée, sans armes nucléaires, ou illimitée. La controverse actuelle sur l'attitude à adopter face au conflit ukrainien, par exemple, devient celle des formes de guerre disponibles. La guerre conventionnelle peut-elle permettre aux États-Unis d'atteindre leurs objectifs, ou des méthodes non conventionnelles sont-elles nécessaires, et comment la Russie et l'Europe réagiront-elles dans les deux cas ?

Les armes nucléaires et les armes de destruction massive sont considérées comme non conventionnelles. L'utilisation de napalm, de phosphore blanc, de bunker busters et de GBU-43/B Massive Ordinance Air Blast, ou Mother of All Bombs (MOAB) est considérée comme faisant partie de la guerre conventionnelle.



Manifestation à Kaboul, en Afghanistan, contre l'usage par les États-Unis de « la mère de toutes les bombes » MOAB en Afghanistan, 16 avril 2017

L'objectif de Kissinger est de centrer la discussion, pour les dirigeants et parmi le peuple, sur la question de savoir s'il faut mener une guerre conventionnelle ou non conventionnelle. Une fois cette discussion lancée, l'usage des armes nucléaires est censé devenir un élément de marchandage. Cela est vrai aujourd'hui non seulement entre les grandes puissances qui disposent d'armes, mais aussi pour menacer les peuples qui s'opposent au diktat des États-Unis et pour justifier une agression. En d'autres termes, la capacité des États-Unis d'ordonner et de diviser le monde s'articule autour de ce concept de guerre totale.

Une grande partie de la stratégie des États-Unis et de l'OTAN consiste à pousser la Russie et la Chine à faire quelque chose pour montrer que la dissuasion américaine - c'est-à-dire la menace de recourir à l'arme nucléaire - fonctionne. La dissuasion ne fonctionne que dans le contexte de la guerre totale, c'est-à-dire que les États-Unis peuvent dire qu'ils peuvent anéantir des pays entiers et amener ces pays à capituler devant eux. Personne ne peut échapper à cette guerre totale. L'opposition à la menace nucléaire dite « impensable » consiste à dire que la menace nucléaire de déclencher la guerre totale doit être arrêtée. En amenant les peuples et les autres pays à s'aligner derrière les forces représentées par Kissinger, qui prétendent être pour la paix et la détente, la menace nucléaire aura atteint son but.

Cela fait partie de la désinformation qui vise à faire en sorte que les peuples du monde soient désorientés et que leurs efforts pour la paix ne puissent prendre forme ; ils sont désinformés. Il s'agit d'empêcher les peuples de poursuivre leurs propres projets de paix en se mobilisant pour affirmer leurs revendications sur la société. Au lieu de cela, ils doivent s'aligner derrière ceux qu'ils perçoivent comme défenseurs de la détente et opposés à la guerre totale, c'est-à-dire les guerres qui anéantiront l'humanité.

Toute cette conversation laisse de côté le rôle central des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des peuples des États-Unis, des pays de l'OTAN et d'autres pays dans l'élaboration d'un nouvel ordre mondial. Au lieu de considérer le monde tel qu'il est et de lutter pour établir des gouvernements anti-guerre sous le contrôle des peuples, ils doivent au contraire participer à la création d'un nouvel ordre mondial en soutenant un équilibre multipolaire ou une équation polycentrique, contre la conception selon laquelle les États-Unis sont la nation indispensable à laquelle tout le monde doit se soumettre. Toutefois, tant que les peuples seront exclus de l'équation, l'ordre mondial établi par les forces des États-Unis et de l'OTAN n'aura rien de nouveau. En effet, des gens comme Kissinger ont fait tout leur possible pour écraser la résistance organisée des peuples qui luttent pour la paix, la liberté et la démocratie, et la cabale États-Unis/OTAN essaie de faire la même chose.



Au fur et à mesure que la résistance avance, au lieu d'un ordre mondial bipolaire ou multipolaire ou unipolaire, où l'ordre mondial reste centré sur les grandes puissances, il devient clair qu'un ordre mondial centré sur l'humain est nécessaire. Les peuples intensifient leurs efforts anti-guerre et prosociaux dans le monde entier. Ils s'opposent à l'utilisation de la force pour régler les conflits entre pays. Cela comprend les menaces des États-Unis et de l'OTAN de déclencher une guerre totale contre la Russie, la Chine et les peuples du monde entier. Les peuples s'efforcent d'humaniser l'environnement naturel et social en activant le facteur humain/conscience sociale pour résoudre les

problèmes d'une manière qui favorise les peuples. Ce sont eux qui mettent de l'avant un ordre mondial centré sur l'être humain.

(Avec des informations du Centre de ressources Hardial Bains)



## La Loi sur le prêt-bail renforce l'autorité exécutive au pays et le contrôle des États-Unis en Europe

Le 9 mai, le président Biden a promulgué une mise à jour de la *Loi sur le prêt-bail*. Elle donne au président le pouvoir de contourner les lois existantes concernant les ventes d'armes et d'envoyer plus rapidement des armes et des fournitures militaires encore plus meurtrières à l'Ukraine et aux pays d'Europe de l'Est. Comme pour l'utilisation du prêt-bail pendant la Seconde Guerre mondiale, le programme enrichit les prêteurs et les intérêts privés étroits engagés dans la production de guerre tout en renforçant le pouvoir de la présidence américaine au pays pour contourner le Congrès et accroître son contrôle sur l'Europe. (Ce n'est qu'en 2006, par exemple, que la Grande-Bretagne a entièrement remboursé ses dettes de prêt-bail de la Seconde Guerre mondiale envers les États-Unis.)



La Chambre a adopté la *Loi de 2022 sur le prêt-bail pour la défense de la démocratie de l'Ukraine* par 417 voix contre 10, tandis que le Sénat l'a adoptée à l'unanimité. Son adoption a été suivie par l'approbation par le Congrès d'une aide supplémentaire de 40 milliards \$ à l'Ukraine, portant le financement accordé au cours des quatre derniers mois à 53 milliards \$, la plupart à des fins militaires. L'Ukraine dépasse désormais Israël et l'Arabie saoudite en tant que principal bénéficiaire de l'aide militaire américaine. Les 53 milliards \$ représentent plus que les budgets militaires de l'Allemagne ou du Japon pour l'ensemble de 2021.

Comme l'a dit le département de la Défense des États-Unis (DoD) : « La loi autorise l'administration, jusqu'à l'exercice 2023, à prêter ou à louer du matériel militaire à l'Ukraine et à d'autres pays d'Europe de l'Est. La loi

exempterait l'administration de certaines dispositions de la loi qui régissent le prêt ou la location d'équipements militaires à des pays étrangers, comme la limite de cinq ans sur la durée du prêt ou l'exigence que les pays bénéficiaires paient tous les frais encourus par les États-Unis pour louer l'équipement de défense. »

Le président peut décider des conditions des baux et du remboursement. « Les paiements reçus dans le cadre d'accords de crédit-bail avec des pays étrangers sont déposés au département du Trésor », a déclaré le DoD. Des baux plus longs signifient plus de fonds pour les financiers.

Lors de la signature de la Loi, Joe Biden a dissimulé qui elle favorise en disant que c'est pour lutter contre l'agression. « Le coût du combat n'est pas bon marché, mais céder à l'agression est encore plus coûteux. C'est pourquoi nous continuons dans cette voie », a-t-il dit. Ce qu'il dit en fait, c'est que les États-Unis continueront d'étendre et de fomenter le conflit en Ukraine. Pour tourner la vérité à l'envers, Joe Biden a signé la Loi le 9 mai, le jour où les Russes commémorent tous ceux qui ont

sacrifié leur vie pour vaincre le nazi-fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Biden a affirmé que la loi réaffirme « l'engagement durable envers l'avenir fondé sur la démocratie, les droits de l'homme et la résolution pacifique des désaccords. » Pourtant, les forces armées que les États-Unis financent et équipent sont sous le contrôle de néonazis dont le but n'a rien à voir avec la démocratie, les droits de l'homme ou une résolution pacifique des désaccords.

Dans l'euphorie qui est promue, on ne mentionne pas que pour payer les baux, les pays concernés devront emprunter auprès des financiers mondiaux, qui en bénéficient directement. De plus, le pouvoir exécutif de Biden et les 40 milliards \$ supplémentaires signifient encore des milliards de plus en fonds publics pour les profiteurs de guerre. L'Ukraine pourra également acheter de nouvelles armes, que Biden peut désormais exiger de Boeing, General Dynamics, Lockheed Martin, Northrop Grumman, Raytheon, etc. En effet, fin avril, anticipant l'adoption de la *Loi sur le prêt-bail*, Biden et le Pentagone ont rencontré ces oligarques pour exiger une augmentation de la production.

Les États-Unis et l'OTAN expriment l'espoir que l'augmentation de l'aide et de l'équipement militaire changera la donne pour l'Ukraine et décidera de l'issue du conflit en leur faveur. En prolongeant le conflit avec plus de fonds, d'armes, de formation et de données de renseignement, les États-Unis et les pays de l'OTAN semblent penser que l'Ukraine peut gagner la guerre. Leur position présuppose que les armes décident de l'issue des guerres et que la Russie mettra désormais davantage d'armes dans le conflit également. Ils misent également sur des sanctions pour écraser l'économie russe, ce qui a échoué jusqu'à présent.



---

### À titre d'information

## L'utilisation du programme prêt-bail pendant la Deuxième Guerre mondiale

La *Loi sur le prêt-bail* actuelle met à jour une loi de 1941 que les États-Unis ont utilisée pour approvisionner leurs alliés, en particulier la Grande-Bretagne, pendant la Deuxième Guerre mondiale et pour se positionner afin de mieux contrôler l'Europe après la guerre. L'accord Prêt-Bail 1941-45 autorisait le président à « vendre, céder, échanger, prêter le matériel de guerre et toutes marchandises aux États dont la défense était jugée vitale pour la défense des États-Unis ».

À l'époque, les États-Unis prévoyaient le remboursement non pas nécessairement en argent ou en biens retournés, mais, comme le disait alors le département d'État, dans le cadre d'une « action conjointe visant à la création d'un ordre économique international libéralisé dans le monde de l'après-guerre ». Cela comprenait le soutien aux institutions financières de l'après-guerre dominées par les États-Unis, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ces deux institutions sont connues pour leur renforcement de la domination des États-Unis tout en étant une source de profits incalculables pour les financiers et d'endettement et de destruction des économies des pays à l'échelle mondiale.

La Grande-Bretagne a été l'un des principaux bénéficiaires des fournitures principalement militaires fournies par les États-Unis, d'une valeur estimée à 50,1 milliards de dollars, soit l'équivalent de 690 milliards de dollars en dollars de 2020. Il s'agissait de navires, d'avions, de chars, etc. Avant l'adoption du prêt-bail initial en 1941, les États-Unis ont fait en sorte que 50 destroyers de la marine américaine soient transférés à la Royal Navy britannique et à la Marine royale canadienne en échange de droits de stationner des troupes dans les Caraïbes. Le premier ministre britannique de l'époque, Winston Churchill, a également accordé gratuitement aux États-Unis des droits à des bases aux Bermudes et à Terre-Neuve.

À la fin de la guerre, d'importantes cargaisons de fournitures militaires étaient encore envoyées en

Grande-Bretagne. En 1946, le prêt américain d'après-guerre a endetté davantage la Grande-Bretagne auprès des États-Unis avec un emprunt dans le cadre du Prêt-Bail initial évalué à plus d'un milliard de livres. Le paiement a été étalé sur 50 versements annuels, à partir de 1951 et avec cinq ans de paiements différés, à un taux d'intérêt de 2 %. En accumulant les intérêts pendant des décennies, la Grande-Bretagne n'a effectué le paiement final, de 83,3 millions de dollars, qu'en décembre 2006. Ainsi, le plus récent prêt-bail est également un instrument permettant d'endetter et de contrôler davantage l'Ukraine et les pays d'Europe de l'Est tout en fournissant davantage de profits aux financiers et aux oligarques militaires.

---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**[NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#) | [ACCUEIL](#)**

**[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**